

**N° DP 24/785**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN - CARROUSEL LA SEYNE-SUR-MER PARC DE LA NAVALE**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la mise en concurrence publiée le 12 mars 2024 sur le site internet de la Métropole et le 21 mars 2024 dans Var Matin,

**VU** le procès-verbal d'ouverture des plis du 16 avril 2024,

**VU** la convention d'occupation temporaire, ci annexée,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a souhaité mettre à la disposition d'un professionnel, par le biais d'une convention d'occupation temporaire du domaine public précaire et révocable, un emplacement de 190 m<sup>2</sup> situé à La Seyne-sur-Mer (83500), Parc de la Navale, en vue de l'exploitation d'un manège de type Carrousel,

**CONSIDERANT** suite à une procédure menée jusqu'à son terme, une seule candidature a été reçue, celle de Monsieur Régis KERWICH, domicilié 1590 route départementale 559 de Bandol, 83270 Saint-Cyr-sur-Mer,

**CONSIDERANT** qu'il y a donc lieu pour la Métropole d'autoriser Monsieur Régis KERWICH, domicilié 1590 route départementale 559 de Bandol, 83270 Saint-Cyr-sur-Mer, à occuper un emplacement de 190 m<sup>2</sup> situé à La Seyne-sur-Mer (83500), Parc de la Navale, en vue de l'exploitation d'un manège de type Carrousel, pour une durée de 6 ans, du 1<sup>er</sup> octobre 2024 au 30 septembre 2030, moyennant une redevance annuelle de 8 000 € TTC (huit mille euros),

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** la convention d'occupation temporaire accordée à Monsieur Régis KERWICH, domicilié 1590 route départementale 559 de Bandol, 83270 Saint-Cyr-sur-Mer, lui permettant d'occuper un emplacement de 190 m<sup>2</sup> situé à La Seyne-sur-Mer (83500), Parc de la Navale, en vue de l'exploitation d'un manège de type Carrousel, pour une durée de 6 ans, du 1<sup>er</sup> octobre 2024 au 30 septembre 2030, moyennant une redevance annuelle de 8 000 € TTC (huit mille euros).

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que les crédits seront inscrits au Budget principal 2024 (et suivants), article n° 70323, opération n°60407 service foncier.

La présente Décision sera

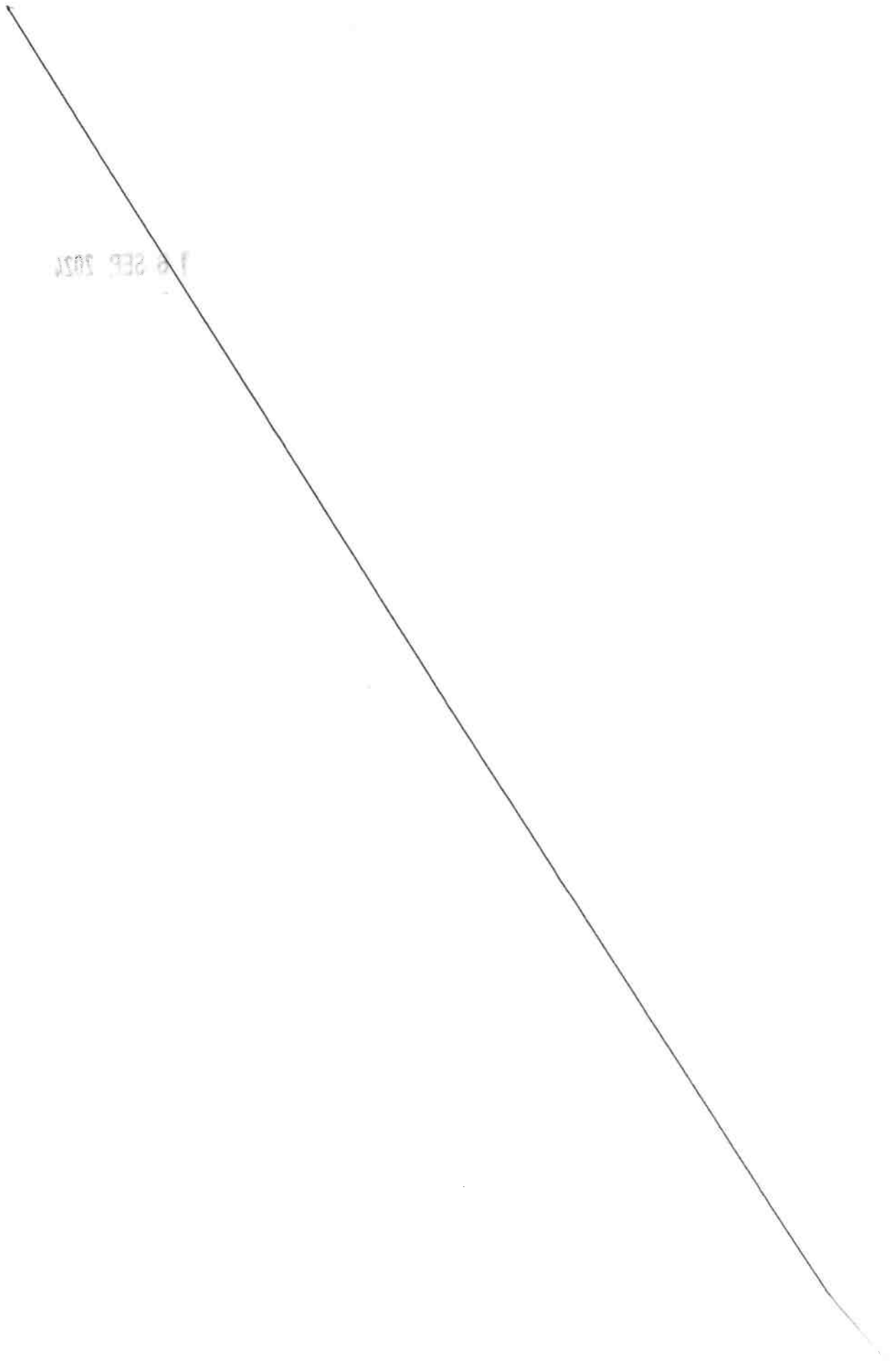
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **16 SEP. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





18 SEP 1954

18 SEP 1954



**MÉTROPOLE**

**Toulon PROVENCE MÉDITERRANÉE**

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU  
DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN  
CONSENTIE A MONSIEUR REGIS KERWICH  
RELATIVE A UN EMPLACEMENT POUR LA MISE  
EN PLACE ET L'EXPLOITATION  
D'UN MANEGE DE TYPE CARROUSEL  
PARC DE LA NAVALE**

**COMMUNE DE LA SEYNE SUR MER**

**Entre**

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, ayant son siège à Toulon, 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Jean Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n°

Ci-après dénommée « la Métropole »,

**D'une part**

**ET**

**Monsieur Régis KERWICH**, domiciliée 1590 route départementale 559 de Bandol, 83270 Saint-Cyr-sur-Mer, immatriculée sous le numéro SIRET 442 178 992 00024,

Ci-après dénommée « l'occupant », ou le « bénéficiaire »,

**D'autre part**

## **EXPOSE PRÉALABLE**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a souhaité mettre à disposition un emplacement d'une surface de 190 m<sup>2</sup>, situé Parc de la Navale sur la commune de La Seyne-sur-Mer, en vue de la mise en place et de l'exploitation d'un manège de type Carrousel et sa billetterie.

Conformément aux dispositions des articles L 2122-1-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la Métropole a lancé une procédure d'appel à candidatures par la publication d'un avis sur le site internet de la Métropole Toulon Provence Méditerranée le 12 mars 2024 et d'une publication dans Var Matin le 21 mars 2024. L'ouverture des plis s'est déroulée le 16 avril 2024.

Seule la candidature de Monsieur Régis KERWICH ayant été réceptionnée, il y a donc lieu pour la Métropole d'autoriser ce dernier à occuper cet emplacement en vue de l'exploitation d'un manège de type Carrousel.

Pour mémoire toutefois Monsieur Régis KERWICH exploitait déjà cet emplacement, il s'agit par conséquent de renouveler l'exploitant déjà en place, et de poursuivre l'exploitation du Carrousel.

## **ARTICLE 1 – OBJET**

Monsieur Régis KERWICH, domiciliée 1590 route départementale 559 de Bandol, 83270 Saint-Cyr-sur-Mer, est autorisée, en vue de l'exploitation d'un manège de type Carrousel, à occuper un espace de 190 m<sup>2</sup> sur lequel sera installé le manège et sa billetterie conformément au plan ci-joint (cf. annexe 1).

Cette occupation, conférée à titre personnel, ne saurait être modifiée (par adjonction, substitution ou autre) sans accord exprès, écrit, de la Métropole.

## **ARTICLE 2 – DURÉE**

La présente convention est consentie pour une durée de **6 (six) ans**, du 1<sup>er</sup> octobre 2024 au 30 septembre 2030.

La présente convention, de caractère précaire et révocable, ne saurait faire l'objet d'aucun renouvellement systématique, y compris par tacite reconduction.

## **ARTICLE 3 – CLAUSES FINANCIERES**

### **Redevance d'occupation :**

L'Occupant versera une redevance annuelle, hors charges locatives, payable d'avance trimestriellement, conformément à la proposition présentée dans son dossier de candidature.

Le montant initial de la redevance est fixé à 8 000 € TTC (huit mille euros TTC) par an, **soit 2 000 € TTC (deux mille euros TTC) par trimestre.**

Elle sera révisée automatiquement au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et pour la première fois le 1<sup>er</sup> janvier 2025 en fonction des variations subies par l'Indice INSEE des loyers commerciaux (ILC) avec pour référence l'ILC du 3<sup>ème</sup> trimestre 2023 (133,66), selon la formule :

$$R(n) = R \times (I(n) / I)$$

R(n) = redevance de l'année en cours

R = redevance initiale (8 000 € TTC)

I(n) = indice ILC du 3<sup>ème</sup> trimestre de l'année précédente

I = indice ILC du 3<sup>ème</sup> trimestre 2023 (133,66)

En cas de remplacement d'un indice de révision par un autre en cours d'exécution de la présente, il sera fait application de plein droit du nouvel indice de substitution édité par le Ministère de l'économie, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

#### **Dépôt de garantie :**

Il est demandé le versement d'un dépôt de garantie correspondant à un trimestre de redevances soit 2 000 € TTC (deux mille euros TTC) à la signature de la convention.

Cette somme, non productrice d'intérêts, sera remboursée à la fin de la mise à disposition.

#### **Charges locatives :**

L'Occupant fera son affaire personnelle des contrats (branchements, consommation, abonnement) d'électricité, d'eau, de téléphone, de fibre et de maintenances diverses liées au fonctionnement des équipements et matériels nécessaires à son activité.

#### Impôts

L'Occupant devra seul supporter la charge de tous impôts et notamment la taxe foncière et d'enlèvement des ordures ménagères auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

#### Modalités de règlement :

Le bénéficiaire acquittera cette redevance auprès de la Trésorerie municipale de Toulon, à réception l'avis des sommes à payer. Les chèques devront être libellés à l'ordre du Trésor Public.

En cas de paiement par virement bancaire merci de bien vouloir indiquer l'intitulé suivant suivi du numéro de titre : « **MTPM RODP KERWICH** ».

En cas de retard dans le paiement de la redevance échue, elle portera intérêt de plein droit au taux légal de droit commun sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard : les fractions du mois seront négligées dans le calcul de ces intérêts.

#### **ARTICLE 4 – CARACTERE PERSONNEL ET INCESSIBLE**

La présente convention est souscrite à titre strictement personnel et sans constitution de droits réels. Elle ne saurait être cédée, louée ou déléguée, à titre gratuit ou payant. Elle fera l'objet d'une occupation et d'une utilisation directe, sans discontinuité, au nom du bénéficiaire et à la fin de la présente convention, dernier délai, dans les conditions fixées aux articles suivants.

Les droits et obligations des deux parties contractantes sont réglés conformément au droit général des contrats administratifs portant occupation du domaine public pour tout ce qui n'est pas prévu dans la présente convention.

L'emplacement, objet de la présente convention, fait partie intégrante du domaine public. A ce titre, le bénéficiaire ne pourra en aucun cas :

- se prévaloir de la propriété commerciale,
- mettre en gérance ou sous-louer l'emplacement,
- se prévaloir des dispositions des articles L. 145-1 à L.145-60 du Code de commerce.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 5 – CONDITIONS D'OCCUPATION**

L'Occupant **est tenu d'exploiter** les espaces mis à sa **disposition à l'année** et lors de tous les **événements organisés dans le parc de la Navale**.

Il s'engage à respecter les éléments indiqués dans sa candidature, notamment **les jours et horaires d'ouverture qui devront être affichés sur place et visibles en tout temps de l'endroit où la clientèle est habituellement reçue ainsi que la gamme tarifaire (cf annexe 2)**.

Compte tenu de la durée de la convention, le Bénéficiaire pourra proposer des ajustements, notamment sur les horaires d'ouverture, qui seront soumis à l'approbation expresse de la Métropole.

Le manège devra être conforme à la catégorie 2 des matériels liés au sol de façon permanente. Il s'agit en l'espèce des matériels (autres que ceux de la catégorie 1) ne nécessitant pas de dispositif de retenue de passagers ou équipés d'un dispositif de retenue collectif dont la position de verrouillage est non réglable manuellement par le passager.

Le Bénéficiaire s'engage :

- à occuper les lieux conformément aux lois et règlements relatifs à son activité,
- à maintenir la parcelle, ses abords et installations en parfait état de propreté et d'entretien,
- à ne procéder à aucune extension sous peine de poursuite pour occupation sans titre du domaine public,
- à se conformer à toutes les prescriptions générales et particulières données par les agents de Toulon Provence Méditerranée,
- à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne l'hygiène, la salubrité, la police, la sécurité et la tranquillité publique, et le cas échéant le code du travail, ainsi que toute réglementation spécifique aux manèges mécaniques,
- à respecter l'objet de l'occupation telle que déclarée et mentionnée à la présente convention, et dans des conditions de nature à ne troubler ni l'ordre public, ni la quiétude des habitants du voisinage,
- à se conformer à l'arrêté municipal n°ARR/15/1341 du 07 décembre 2015 prévoyant notamment les horaires d'ouverture et de fermeture du Parc de la Navale (cf. annexe 3),
- à être régulièrement inscrit au registre du commerce ou des métiers pour l'activité qu'il exerce et à respecter la réglementation en vigueur notamment en matière d'hygiène et sécurité,

Cette convention ne dispense pas son bénéficiaire du respect des règlements d'urbanisme, notamment en matière de délivrance de permis de construire, de déclaration préalable ou d'autorisation de travaux.

Le bénéficiaire devra se conformer aux lois et règlements en matière de sécurité, législation du travail, prix, hygiène, urbanisme etc...

Il devra notamment être à jour des opérations de réparations et d'entretien nécessaire au bon fonctionnement du manège et devra faire réaliser le rapport de contrôle de celui-ci par un organisme agréé tous les trois ans au moins (loi n°2008-136 du 13 février 2008 et décret d'application n°2008-1458 du 30 décembre 2008 relatifs à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attractions. Arrêté du 12 mars 2009 relatif aux modalités du contrôle de la sécurité des manèges).

Pour assurer cette exploitation le bénéficiaire fera son affaire personnelle, sans engagement d'aucune sorte de la Métropole, de l'aménagement de la dépendance du domaine public métropolitain ainsi que du mobilier et matériel nécessaires à l'exploitation.

La fourniture, la mise en place et le démontage du matériel sont à la charge de l'Occupant qui en aura également l'entretien et en assurera la responsabilité.

L'emplacement et ses abords resteront dans un état de parfaite propreté en tout temps. A cet effet, l'occupant prendra en charge le stockage et l'élimination des déchets.

Aucun dépôt de quelque nature que ce soit ne sera autorisé à l'extérieur des espaces mis à disposition, tels que coffres de rangement, véhicules légers, container à ordures.

L'occupant ne pourra en aucun cas stationner son véhicule personnel ou de livraison à proximité du Carrousel. Il devra utiliser les aires de stationnement et/ou de livraison disponibles à l'extérieur du parc.

L'activité devra être arrêtée une demi-heure au moins avant la fermeture du parc.

## **ARTICLE 6 – JOUISSANCE DES LIEUX ET ETAT DES LIEUX**

### **6-1 : Jouissance des lieux**

Le bénéficiaire prendra l'emplacement dans l'état où il se trouve le jour de son entrée en jouissance sans pouvoir exiger aucune remise en état ni réparation, ni aucun travail, ni faire aucune réclamation à ce sujet pour quelque motif que ce soit, même en cas de force majeure ou pour toutes autres causes intéressant l'état de cet emplacement et notamment en raison de la nature du sol, du sous-sol ainsi que pour toutes autres raisons.

Il prendra à sa charge toutes les réparations pour assurer la bonne conservation du domaine et pour maintenir les lieux attribués en bon état d'entretien et d'usage y compris les installations, à savoir le domaine public, qui devra demeurer dans un état conforme à son état initial tout au long de la durée de la convention.

L'exploitant s'engagera à dénoncer immédiatement à la Métropole toute usurpation ou dommage, quels qu'en soient les auteurs, préjudiciable au domaine qu'il est autorisé à occuper.

En tout état de cause, les installations et leurs abords devront toujours présenter un caractère soigné.

Le bénéficiaire devra :

- Supporter sans indemnité les gênes et les frais qui pourraient résulter de la fermeture du parc décidée par la Métropole en cas d'intempéries, de travaux, de manifestations organisées sur le Parc ou autres mesures de sécurité,
- A la fin de la convention, remettre les lieux en leur état initial.

### **6-2 : Etat des lieux**

Avant l'entrée en jouissance, il sera établi un procès-verbal d'état des lieux constatant les aménagement et installations réalisées contresignés par les deux parties.

Après toute modification des lieux intervenant après l'entrée en jouissance par l'Occupant, par changement, adjonction, suppression, un état des lieux complémentaire sera établi.

En fin d'occupation, l'espace mis à disposition devra être libre de toute occupation et remis dans son état initial au frais de l'occupant, un procès-verbal de constat sera dressé de manière contradictoire. L'occupant fera son affaire personnelle du retrait de toutes les installations relatives au Carrousel et de la remise en état de l'espace alloué. A défaut les travaux de remise en état seront réalisés à par la Métropole et refacturé à l'occupant.

## **ARTICLE 7 – TRAVAUX-AMENAGEMENT**

Tous les travaux d'aménagements nécessaires à l'exploitation du Carrousel seront à la charge du bénéficiaire qui devra préalablement à leur réalisation, obtenir l'autorisation de la Métropole et en aucun cas il ne pourra mettre en place des installations autres que celles existantes, c'est-à-dire le Carrousel et sa billetterie. En outre, l'exploitant devra s'assurer que toutes ses installations sont rigoureusement conformes aux règles de sécurité en vigueur. Notamment, les câbles d'alimentation électrique seront disposés de manière à ne pas gêner la circulation piétonnière et ne pourront en aucun cas être posés sur le sol.

Les aménagements de réhabilitation et de mise aux normes seront à l'entière charge de l'occupant qui devra, le cas échéant, déposer une déclaration préalable auprès du Service Urbanisme de la Commune.

L'Occupant aura l'obligation de se conformer aux exigences réglementaires applicables à son activité, notamment en matière de normes d'hygiène et de sécurité.

L'Occupant exécutera lui-même ou fera exécuter, sous sa seule responsabilité, par la personne de son choix et à ses frais, les travaux ayant reçu les autorisations préalables de la Métropole.

En dehors des travaux de maintenance ordinaire, l'Occupant ne peut ni procéder à des constructions, installations ou aménagements à caractère immobilier, autres que ceux mentionnés énoncés ci-dessus ni modifier, ni transformer les lieux attribués, sans le consentement préalable et écrit de la Métropole, sans préjudice des autres autorisations éventuellement nécessaires.

L'Occupant devra faire son affaire de toutes les autorisations légales et réglementaires en vigueur et se soumettra à tout règlement, notamment en ce qui concerne l'urbanisme, la protection de la santé publique, la sécurité, de manière à ce que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée de quelque manière que ce soit.

## **ARTICLE 8 – ASSURANCES**

L'Occupant fournira dès son **entrée dans les lieux et chaque année au 1<sup>er</sup> janvier**, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

### **8-1 : Polices d'assurances**

L'Occupant devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

L'Occupant est tenu d'assurer lui-même directement tous agencements de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les locaux, dépendances et terre-pleins attribués.

## 8-2 : Sinistre

En cas de sinistre, l'Occupant aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après sinistre, réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si après avoir entrepris les travaux, l'Occupant ne les poursuit pas avec diligence, la Métropole sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

## 8-3 : Indemnisation

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

La Métropole ne pourra en aucun cas et à aucun titre, être tenue pour responsable des dégradations, vols, ou détournements dont l'Occupant pourrait être victime dans les locaux loués.

## **ARTICLE 9 – RESPONSABILITÉ DE L'OCCUPANT**

L'Occupant :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, il est tenu de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile du propriétaire pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- déclare être à jour de ses inscriptions au registre du commerce et de toutes ses déclarations d'employeur,
- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Il est tenu de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.
- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

## **ARTICLE 10 – EXECUTION DE TRAVAUX PAR LA METROPOLE**

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit pour permettre l'aménagement des abords de l'espace mis à disposition, soit pour tout autre motif d'intérêt général, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se réserve le droit de les faire exécuter si besoin est. Dans ces éventualités, l'Occupant ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité ni réduction de redevances pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudices commerciaux.

## **ARTICLE 11 – RENOUVELLEMENT**

La présente autorisation, **de caractère précaire et révocable**, ne saurait faire l'objet d'aucun renouvellement systématique, y compris par tacite reconduction.

Aucun renouvellement ultérieur ne sera consenti à un Occupant d'une autorisation d'occupation temporaire ayant fait l'objet d'une révocation ou d'une résiliation.

## **ARTICLE 12 – CESSATION**

Toute cessation, ou cession de commerce, devra être signalée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Le bénéficiaire de la convention sera alors tenu de demander la résiliation de la présente convention. A défaut, il continuera d'être redevable des droits d'occupation.

La cessation de l'occupation implique obligatoirement le rétablissement des lieux en leur état initial par les soins et aux frais du Bénéficiaire (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). A défaut d'exécution, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est habilitée à se substituer à lui et à ses frais.

### **1°/ La cessation à l'initiative du bénéficiaire**

A la demande du bénéficiaire, la cessation intervient sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception acceptée par la Métropole, sous réserve de respecter un préavis de six mois.

### **2°/ La cessation à l'initiative de la Métropole**

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les cas suivants :

- avec un préavis de six mois par accord amiable, par simple lettre recommandée avec accusé de réception,
- sans préavis et après mise en demeure envoyée en recommandé avec accusé de réception restée sans effet huit jours après réception en cas de :
  - non-respect ou inobservation des obligations énoncées ci-dessus,
  - non-paiement des redevances afférentes à l'occupation du domaine public,
  - si le bénéficiaire n'est plus en possession des autorisations réglementaires exigées dans le cadre de son activité,
  - est en situation de liquidation judiciaire ou condamnation pénale.

Cette résiliation intervient sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité. Elle est immédiate et ne préjuge pas des éventuelles poursuites contentieuses.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée peut procéder à la résiliation de la présente convention d'occupation temporaire pour cause d'intérêt général. Ce retrait intervient sur simple notification par lettre recommandée, avec accusé de réception, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité.

## **ARTICLE 13 – RECOURS**

La présente convention peut faire l'objet soit d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soit d'un recours contentieux

devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

#### **ARTICLE 14 – INFORMATIQUE ET LIBERTES**

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

#### **ARTICLE 15 – ANNEXES**

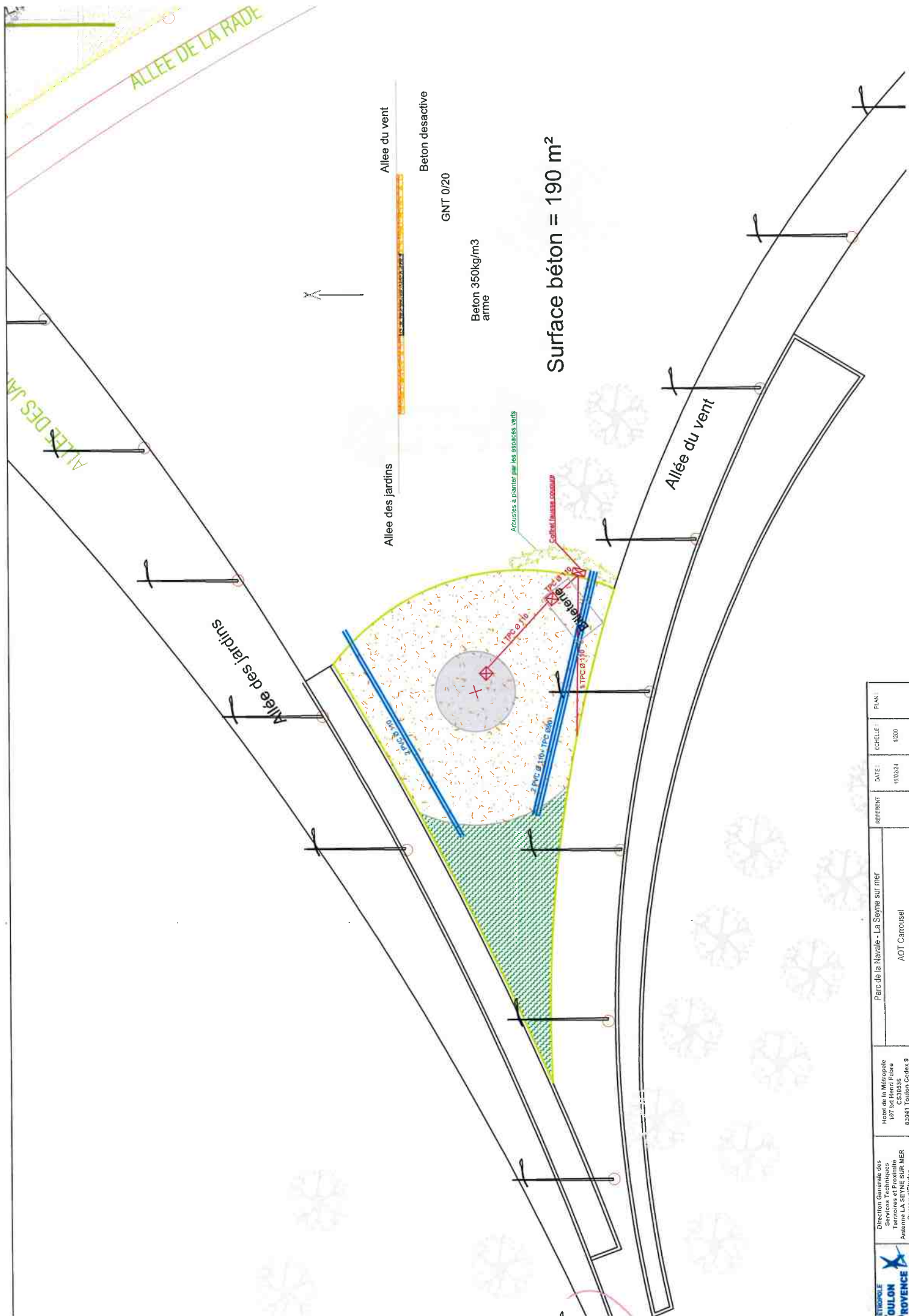
- Plan de l'espace mis à disposition
- Jours et horaires d'ouverture, gamme tarifaire
- Règlement du Parc de la Navale

Fait à Toulon, le

Le Président de la Métropole Toulon  
Provence Méditerranée,

Régis KERWICH

Jean Pierre GIRAN



	Direction Générale des Services Techniques Territoriales et Proximité Antenne LA SEYNE SUR MER	Parc de la Navale - La Seyne sur mer	REPRESENT	DATE	ECHELLE	PLAN
				15/02/24	1/200	



## Fonctionnement de l'activité



Périodes Proposées	Jours & Horaires
HIVER	Week-end – Jours Fériés – Vacances scolaires 10 H / 12H – 14H - 16 H
ETE (Juillet & Aout)	Tous les jours 10 H – 23 H

## Nos tarifs

2.50 Euros	1 place
10 euros	6 places
20 euros	16 places
30 euros	25 places



Service Voirie - Circulation

N° ARR/15/1341

## **ARRÊTÉ PORTANT SUR LE REGLEMENT INTERIEUR DU PARC DE LA NAVALE**

Nous Marc VUILLEMOT, Maire de la Seyne-sur-Mer

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Règlement Sanitaire Départemental,

Vu la Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et pré-enseignes,

Vu le Code Pénal,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté préfectoral relatif aux bruits de voisinage du 20 septembre 2002.

Vu l'arrêté municipal en date du 13 février 2004 relatif aux bruits de voisinage,

Vu notre arrêté du 30 juillet 2008 portant réglementation du Parc de la Navale, et notre arrêté modificatif du 01 décembre 2008,

Considérant qu'il convient de porter de nouvelles modifications à ces règlements afin de les adapter aux circonstances actuelles,

Attendu qu'il convient de prendre toutes les mesures pour assurer l'ordre public, l'hygiène et la sécurité des personnes et des biens dans le parc public paysager de la Navale sur le site des Anciens Chantiers,

## **ARRÊTONS**

### **CHAPITRE I : Domaine d'application**

**Article 1** : Le présent règlement est applicable dans l'enceinte du Parc de la Navale jouxtant le boulevard Toussaint Merle.

### **CHAPITRE II : Dispositions générales**

**Article 2** : La surveillance du parc est assurée par les agents municipaux rattachés au service de la police municipale ainsi que par un système de vidéo surveillance. Les usagers sont responsables sur le fondement des articles 1382 à 1385 du Code Civil, des dommages de toute nature qu'ils peuvent causer.

**Article 3** : Outre les dispositions du présent règlement, le public est tenu de se conformer aux recommandations du personnel d'accueil et de surveillance.

### **CHAPITRE III : Conditions et horaires d'ouverture et de fermeture**

**Article 4** : Le parc est ouvert et fermé aux horaires suivants :

**Du 1er JANVIER au 31 DECEMBRE de 8 H 00 à 23 H 45**

En dehors des heures d'ouverture, tout accès est strictement interdit sous peine de poursuites. En cas de grosses intempéries ou par nécessité de service, ces horaires pourront être modifiés. Pour

ces mêmes raisons, le parc pourra être temporairement fermé au public, en **totalité** ou en partie. Le parking mentionné à l'article 5 ci-dessous est exclu des horaires d'ouvertures et de fermetures du présent article.

#### CHAPITRE IV : Conditions de circulation et de stationnement

**Article 5** : La circulation et le stationnement de tout véhicule (même tenu en main pour les cyclomoteurs et motocyclettes) est interdite dans l'enceinte du parc, excepté **les** cycles utilisés **par** des enfants de 8 ans au plus **et** à condition qu'ils soient placés sous surveillance d'un adulte. Le stationnement des véhicules automobiles est limité au parking **attenant** au parc, et prévu à cet effet, soumis à la zone bleue par l'arrêté ARR/12/1310 du 19 octobre 2012. Six places de **stationnement**, matérialisés, seront réservés aux véhicules pour les usagers à mobilité réduite (GIC-GIG).

Le présent article ne concerne **pas** les véhicules de secours, de service, ni les véhicules des entreprises chargées d'exécuter des travaux pour le compte de la Ville de La Seyne-sur-Mer et qui font l'objet de consignes spéciales.

#### CHAPITRE V : Accès des animaux

**Article 6** : Les animaux domestiques tels que les chiens, chats et autres petits animaux familiers sont interdits, même en laisse.

**Article 7** : Les chiens et chats errants seront conduits en fourrière dans les conditions réglementaires.

**Article 8** : Il est interdit de jeter des graines ou **de** déposer une nourriture quelconque telle que viande ou pâtée afin de nourrir les animaux errants sauvages ou redevenus tels, notamment les chats et les pigeons.

#### CHAPITRE VI : Tenue et comportement du public

**Article 9** : Le public doit conserver une **tenue** décente et un comportement conforme aux bonnes mœurs et à l'ordre public.

**Article 10** : L'accès est interdit à toute personne en état d'ivresse, sous l'emprise de stupéfiants ou dont la tenue ou le comportement est susceptible d'être une source **directe** ou indirecte de gêne aux autres usagers.

**Article 11** : L'introduction et la consommation de boissons alcoolisées sont interdites. Ces interdictions ne concernent pas les boissons servies aux kiosques tels qu'autorisées par l'autorisation délivrée à l'exploitant et qui doivent être consommées sur place.

**Article 12** : Sont interdits les bruits gênants par leur intensité, leur durée, leur forte charge informative ou leur caractère agressif tels que ceux produits par :

- Les cris et l'emploi d'appareils et de dispositifs de diffusion sonore, les sifflets, sirènes ou appareils analogues ;
- L'usage de postes récepteurs de radiodiffusion ou de télévision, de magnétophones, d'électrophones ou de tous appareils à diffusion sonore analogues, à moins que ces appareils ne soient utilisés exclusivement avec des écouteurs ;
- Les tirs de pétards, artifices, armes à feu, objets **et** dispositifs bruyants similaires.

Des dérogations pourront néanmoins être accordées afin de faciliter le déroulement de manifestations autorisées dans les conditions prévues par l'article 21.

#### CHAPITRE VII : protection de l'environnement et des équipements

**Article 13** : Le public est tenu de respecter la propreté des espaces verts et de leurs équipements. Les débris doivent être déposés dans les corbeilles disposées à cet effet.

**Article 14** : Afin d'assurer la protection de la flore et de la faune, il est défendu dans tous les lieux visés à l'article du présent arrêté :

- de grimper aux arbres ;
- de casser ou de scier des branches d'arbres ou d'arbustes ;
- d'arracher des arbustes ou des fleurs ;
- de graver des inscriptions sur les troncs, murs, équipements **et** mobiliers urbains ;
- de peindre des inscriptions, de coller, agraffer ou clouer des affiches sur les troncs, murs,

équipements et mobiliers urbains ;

- de procéder à des recherches ou fouilles en s'aidant de détecteurs de métaux, pelles, pioches, râteaux ou outils divers ;
- de procéder, en règle générale à toute opération ayant pour effet d'apporter une dégradation ou une pollution même momentanée de l'air, de l'eau ou des sols ;
- de faire usage de chaussures à pointes ou à crampons.

**Article 15** : Les équipements existants dans le parc doivent être utilisés conformément à leur destination et il doit être veillé à ce qu'ils ne soient pas détériorés. Il est notamment interdit d'escalader les clôtures, de monter sur les bancs, sur les margelles de bassins, de se baigner dans les bassins, fils d'eau, et fontaines. Il est également interdit de les salir ou de les utiliser comme support publicitaire ou de graffitis.

**Article 16** : La libre utilisation par les enfants des agrès et jeux, est placée sous la surveillance et la responsabilité de leurs parents ou des personnes qui en ont la garde.

**Article 17** : Les jeux de boules sont interdits.

**Article 18** : La peinture, la photographie et la cinématographie d'amateurs sont autorisées sous réserve de ne pas gêner les promeneurs et de se conformer s'il y a lieu aux invitations faites par le personnel de surveillance.

**Article 19** : Il est interdit d'allumer du feu dans l'enceinte du parc.

#### CHAPITRE VIII : Usages spéciaux du parc

**Article 20** : Sont interdits aux entrées et à l'intérieur du parc, sauf autorisations accordées par le Maire sous certaines conditions nécessitées par le maintien de l'ordre public et de l'intégralité du domaine de la Ville de La Seyne-sur-Mer :

- L'organisation de manifestations sportives, culturelles ou autres, gratuites ou payantes ;
- L'exercice d'un commerce quelconque, y compris les prises de vues photographiques et cinématographiques à caractère professionnel ;
- Les quêtes, sauf celles qui font l'objet d'autorisations administratives ;
- La distribution de prospectus, réclames, imprimés ou tracts.

**Article 21** : L'installation de tout dispositif publicitaire est subordonnée au respect de la Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et pré enseignes et de la réglementation éditée pour son application.

#### CHAPITRE IX : Exécution du présent règlement

**Article 22** : Les infractions au présent règlement ainsi que les infractions de droit commun seront constatées par procès-verbaux qui seront adressés aux tribunaux compétents. Elles seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 23** : Le présent règlement sera publié au « recueil des actes administratifs » et affiché dans le parc.

**Article 24** : Le présent arrêté annule et remplace tous ceux portant sur ce parc.

**Article 25** : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur de la Police Municipale et Monsieur le Commissaire Principal de la Police Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Seyne-sur-Mer, le 07/12/2015

Arrêté transmis en Préfecture du Var le :

Affiché, publié le : 28/12/2015

Notifié le : 28/12/2015

Rendu exécutoire le : 28/12/2015

Marc VUILLEMOT  
Maire de La Seyne-sur-Mer,  
Vice-Président de l'Union Provence  
Méditerranée  
Conseiller Régional

